



Communiqué de presse

Conclusions du Grenelle : vers un nouvel affaiblissement du service public d'Éducation

Lors de la présentation des conclusions du Grenelle de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer a annoncé de nouvelles discussions avec les organisations syndicales censées améliorer les conditions de travail et de revalorisation des personnels. Au bout de trois semaines et de dizaines d'heures de réunion, encore une fois, le gouffre est immense entre les paroles et les actes.

Les groupes de travail avaient d'emblée des contours très flous. Pour exemple l'atelier dit « esprit d'équipe » reste à ce jour une énigme puisqu'il y a été question de tout sauf... du travail en équipe ! Mais derrière le flou, ont été confirmés des projets particulièrement dangereux pour nos métiers. Certaines mesures annoncées risquent aussi de renforcer les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

Multiplication des postes spécifiques, création de hiérarchies intermédiaires, création d'un emploi fonctionnel statutaire pour les directeurs d'école, possibilité d'heures supplémentaires pour les temps partiels et pour les AED.... le ministère prend l'exact contre-pied de ce qui est indispensable pour revaloriser nos métiers.

Le ministère a consenti quelques ouvertures comme le passage à 30% du vivier 2 pour la classe exceptionnelle, la poursuite de la prime d'attractivité pour certains échelons mais qui « tasse » les grilles. De manière plus générale, dès lors que le sujet revalorisation salariale est abordée, la réalité du discours ministériel apparaît : qu'on est loin de la revalorisation historique !

Pour autant, la mise en place d'une réelle grille indiciaire avec avancement automatique pour les AESH, à mettre au crédit de la mobilisation intersyndicale de ces derniers mois et des interventions insistantes de la FSU. Mais cette grille reste à un niveau insuffisant et ne permet pas de résoudre toutes les questions posées sur les conditions de travail et de rémunération des AESH.

Pour qui en doutait encore, le Grenelle apparaît pour ce qu'il est vraiment : une opération politique au service des projets dangereux du ministre, à rebours des besoins des personnels et des élèves.

Au final, des conclusions trop hâtives, bien souvent déjà écrites avant même l'ouverture des discussions, et une absence de prise en compte de la réalité et des besoins du terrain résument l'agenda social de ce Grenelle.

La FSU se mobilisera avec les personnels dès la rentrée pour une réelle revalorisation de nos métiers et de nos salaires au sein d'un nécessaire plan d'urgence pour le service public d'éducation.